

**M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles):** C'est un sale coup.

• (4.00 p.m.)

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Peut-être, mais je ne manquerais pas de charité à ce point.

Cette suppression ne s'inspire d'aucun principe, d'aucune philosophie, d'aucun motif. Cela se résume à calculer comment se tirer d'affaire avec un montant donné. Quand on abandonne ses principes, quand on tente de résoudre un problème social au moyen d'expédients, on s'attire des ennuis, et si le ministre se sent vieillir, je le comprends fort bien. J'exhorte la Chambre à revenir à de plus sains principes et à reconnaître que nos vieux ont droit à plus de justice. Ils ont droit à ce que nous respectons nos engagements à leur égard. Ils ont droit de continuer à recevoir une pension indexée sur le coût de la vie, comme l'avait garanti à la Chambre M<sup>lle</sup> Judy LaMarsh en parlant des pensions futures. Cette possibilité n'était par prévue et les libéraux de l'époque étaient fiers de leur travail.

Je profiterai des quelques minutes supplémentaires que vous m'avez accordées, monsieur l'Orateur, pour exposer l'une des questions qui me tient à cœur. Ce sera ma sixième observation à ce sujet. Cette mesure est une nouvelle attaque contre le principe même de l'universalité. J'ai eu l'insigne honneur de siéger au sein du comité de la sécurité de la vieillesse en 1950. C'est l'un des meilleurs comités où j'ai siégé. Nous avions recommandé que la pension soit universelle, sans aucun critère des besoins ni des moyens. Je pourrais citer les déclarations prononcées quelques années plus tard par le très honorable M. Pearson, mais je n'en ai pas le temps; il avait souligné le fait que nous nous étions engagés à respecter le principe d'universalité absolue des pensions de vieillesse, sans tenir compte d'aucun autre facteur. En fait, M. Pearson a déclaré cela en 1965, ce qui n'est pas si ancien.

Le ministre s'oppose-t-il à ce que je cite?

**L'hon. M. Sharp:** Il s'agissait d'une conversation privée.

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Peut-être pourrais-je citer ce que l'actuel secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) a dit dans son exposé budgétaire de 1966 lorsqu'il était ministre des Finances. Il a souligné qu'il n'avait pas le choix: l'argent manquait, il lui fallait donc trouver des moyens de s'en procurer, car il n'avait pas l'intention de réduire les pensions. Les libéraux ont mis bien des années à accepter le principe de l'universalité. Ils l'ont accepté en décembre 1950 et appliqué en 1951 sous l'empire de la loi sur la sécurité de la vieillesse. Ils en étaient fiers comme des coqs. Pendant des années, ils ont dit à qui voulait les entendre que les libéraux avaient présenté ce régime merveilleux, le meilleur au monde. Quand certains d'entre nous leur rappelaient que nous les avions aiguillonnés pour le faire, ils disaient, oui, l'opposition nous a aiguillonnés, mais c'est nous qui l'avons fait. Puis, en décembre 1966, on violait cette univer-

salité par le supplément du revenu garanti. Et on le fait de nouveau. Même avec le supplément en 1966 nous gardions l'universalité de l'échelle d'augmentation indexée sur le coût de la vie. Aujourd'hui, on fait tout disparaître. C'est une attaque de plus contre le principe de l'universalité. C'est la dégradation plus poussée d'un principe que je reconnais comme l'un des meilleurs que le Parlement du Canada ait mis en application quand il a universalisé la pension de sécurité de la vieillesse. J'ai dit qu'on s'en était vanté dans tout le pays, surtout en temps d'élections. On s'est surtout glorifié du supplément de vie chère. On a même affirmé que la loi sur la sécurité de la vieillesse échappait à la politique. Personne ne s'y est laissé prendre et je ne vois rien de répréhensible au débat de questions politiques à la Chambre. La question à l'étude est certainement politique et elle le sera tant que nous n'y remettrons pas bon ordre. Les libéraux ne devraient pas rejeter les paroles de Louis St-Laurent, de Lester Pearson, de Paul Martin et de Judy LaMarsh. Je n'ai pas souvent chanté leurs louanges, n'est-ce pas?

**M. Francis:** Bien rarement.

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Mon ami dit «bien rarement» et il a probablement raison. Mais même eux se sont convertis. Nous entendons parfois parler de la faille entre les générations et dire que nous ne comprenons rien à l'attitude d'aujourd'hui. Je suis heureux d'appartenir à une génération qui croit que ceux qui atteignent l'âge de la retraite ont droit à ce qui leur est accordé sur une base universelle sans recourir à ces évaluations. Même si la chose prend un certain temps, la prochaine génération croira que nous avons raison et que les libéraux agissent mal.

Monsieur l'Orateur, ceux qui nous ont précédé dans cette partie de la Chambre et ceux de nous qui les ont suivi ont pris 20 ans à convaincre les libéraux de supprimer l'évaluation des ressources et d'adopter l'universalité des pensions de vieillesse. Ils ont finalement réussi en 1950. Cela a duré 15 ou 16 ans. Nous en avons perdu une certaine partie en 1966 et nous en perdons davantage aujourd'hui. Nous perdons quelque chose qui touchera durement les gens. Nous leur refusons le droit d'indexer leur pension en fonction du coût de la vie. Il ne faut pas oublier qu'il augmente pour tous et non seulement pour certains.

J'espère que les plaidoyers qui ont été faits, le mien et ceux qui suivront donneront des résultats, sinon nous perdrons la joute d'aujourd'hui, mais ce n'est pas la fin. L'argument en faveur de l'équité et de l'universalité en ce qui concerne nos citoyens âgés—ce sont des personnes qui ont les mêmes droits à une augmentation uniforme—est raisonnable, juste, humain et canadien. J'espère que le vote d'aujourd'hui nous ramènera l'équité et l'universalité. Mais si nous perdons cette bataille aujourd'hui, même si nous devons prendre encore une fois 20 ans pour nous rattraper, nous poursuivrons le combat jusqu'à la victoire, car nous avons la justice de notre côté.

**M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord):** Monsieur l'Orateur, nous avons entendu un exposé très convaincant sur le bill